

**APPROBATION DE LA CONVENTION D'INTERVENTION « GONDRAND VILLIER » AVEC LA  
VILLE DE DIEPPE**

N° Progisem :	Foncier :	OPE2024205
	Etude urbaine :	Sans objet
	Travaux :	OPE2023180
Adresse du site :		DIEPPE (76) - Rue de Stalingrad

Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Etablissement Public Foncier de Normandie, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000, n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014, n° 2015-979 du 31 juillet 2015, n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018, et par l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 ;

Vu la délibération du 25 octobre 2024 n°39 du Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier de Normandie portant délégation au Directeur général de l'approbation des conventions d'intervention et de leurs modifications dans les conditions qu'elle fixe ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie en date du 8 mars 2001 ayant accepté le portage foncier des parcelles comprises dans le périmètre de l'opération 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » ;

Vu le Programme d'Action Foncière en date du 18 octobre 2021 signé entre la Ville de DIEPPE et l'EPF de Normandie, fixant notamment les conditions d'acquisition et de revente à la collectivité des parcelles incluses dans le périmètre de l'opération 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie en date du 12 juillet 2024 acceptant l'augmentation de l'enveloppe projet de l'opération 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie en date du 25 octobre 2024 autorisant le Directeur Général à signer les conventions d'interventions sur le périmètre pris en charge de l'opération 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie en date du 25 octobre 2024 approuvant la prise en charge des travaux,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante n°9 de la ville de Dieppe en date du 13 novembre 2024 relative à l'approbation de la convention d'intervention ;

Vu le programme pluriannuel d'intervention 2022/2026 de l'Etablissement Public Foncier de Normandie approuvé par une délibération n° 2 de son Conseil d'administration en date du 3 décembre 2021 ;

- Approuve la convention d'intervention citée en objet avec la ville de DIEPPE, jointe en annexe à la présente décision. Etant précisé que le projet de convention d'intervention ci-annexé pourra faire l'objet de quelques modifications non substantielles dans le respect des modalités approuvées.



- Approuve la caducité de la convention d'études techniques en date du 18 avril 2024, concomitamment à la signature de la nouvelle convention d'intervention qui vient en substitution,
- Autorise l'engagement financier pour les études techniques, pour la mise en œuvre de ladite convention, plafonné à 100 000 € HT dont 37,5% à la charge de l'EPF Normandie.

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

Signé le 16-12-2024

*Gilles GAL*

✓ Certified by  yousign



Direction des Interventions  
et du Foncier



**Programme pluriannuel d'interventions 2022-2026**  
**CONVENTION D'INTERVENTION**  
**entre l'Établissement Public Foncier de Normandie**  
**et**  
**la Ville de Dieppe**  
**sur l'opération « Gondrand Villier » - Dieppe (76)**

	Foncier	Travaux
<b>N° opération PROGISEM</b>	OPE2024205 « Grande Opération d'Aménagement ZAC DIEPPE SUD »	OPE2023180
<b>Adresse du site</b>	Rue de Stalingrad	
<b>Enveloppe financière</b>	971 000 € HT	Et. Tech : 100 000€ HT Travaux : 1 000 000€ HT

**ENTRE,**

La Commune de **Dieppe**, représentée par son Maire Monsieur Nicolas LANGLOIS,  
Désignée ci-après par le terme "la Collectivité".

D'une part,

**ET,**

**L'Établissement Public Foncier de Normandie**, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial (EPIC) créé par le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011, représenté par son Directeur Général, Monsieur Gilles GAL,  
Désigné ci-après par son sigle "EPF Normandie".

D'autre part.

**VU :**

- La délibération de la Collectivité en date du 13 novembre 2024,
- La décision du Directeur Général du \_\_\_\_\_ pour la prise en charge des études techniques, habilité à cet effet par délibération du Conseil d'Administration du 25 octobre 2024,
- La délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie en date du 25 octobre 2024 approuvant la prise en charge des travaux,
- La délibération de la Commission Permanente de la Région Normandie du 5 février 2024 (études techniques)
- Considérant l'hypothèse de la délibération de la Commission Permanente de la Région Normandie à venir au 1<sup>er</sup> trimestre 2025 pour les travaux au titre du partenariat EPF/Région 2022-2026,
- La délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie en date du 8 mars 2001 ayant accepté le portage foncier des parcelles comprises dans le périmètre de l'opération 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » dans le cadre du Programme d'Action Foncière de la Ville de Dieppe,
- Le Programme d'Action Foncière en date du 18 octobre 2021 signé entre la Ville de DIEPPE et l'EPF de Normandie, fixant notamment les conditions d'acquisition et de revente à la collectivité des parcelles incluses dans le périmètre de l'opération 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » ;
- La délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie en date du 12 juillet 2024 acceptant l'augmentation de l'enveloppe projet de l'opération 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » et la portant à 19 200 000 € HT,
- La délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie en date du 25 octobre 2024 autorisant le Directeur Général à signer les conventions d'interventions sur le périmètre pris en charge de l'opération 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » et dans le cadre d'une enveloppe projet de 19 200 000 € HT.

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT****PRÉAMBULE**

L'EPF Normandie a pour vocation de réaliser :

- Des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement au sens du code de l'urbanisme – et notamment par le portage foncier des sites, la reconversion des friches industrielles, la réhabilitation des sites urbains dégradés et de leurs abords, la protection des espaces agricoles, la préservation des espaces naturels remarquables – et à contribuer à l'aménagement du territoire ;
- Ainsi que des études et travaux contribuant aux mêmes objectifs.

L'EPF Normandie exerce ses missions dans le cadre d'un programme pluriannuel d'intervention (PPI), fixant pour cinq ans le cadre technique, territorial et financier des interventions de l'Établissement. Le PPI 2022-2026 définit cinq orientations prioritaires :

- 1) la continuité dans l'effort de production au service de toutes les collectivités Normandes,
- 2) la sobriété, pour une gestion économe du foncier et du patrimoine,
- 3) la résilience pour préserver toutes les capacités de rebond des territoires,

- 4) l'inclusion, pour favoriser le développement du logement et des équipements publics essentiels,
- 5) la production pour favoriser la réindustrialisation Normande.

De plus, dans le cadre de la convention Région Normandie / EPF Normandie 2022/2026, l'EPF Normandie cofinance et assure la maîtrise d'ouvrage de certaines opérations de résorption de friches, à la demande et au bénéfice des collectivités locales et de leurs établissements publics.

Dans ce contexte, la Collectivité a souhaité solliciter l'EPF Normandie pour mobiliser les friches en réponse aux enjeux relatifs au logement qui contribuent à la démarche « Territoires Engagés pour le Logement » et au développement économique de l'EPR de Penly. Cette intervention, intégrant le recyclage foncier via la déconstruction des bâtiments existants, renforce l'engagement du territoire en matière de sobriété foncière.

La présente Convention vise donc à définir, pour ce projet, un cadre unique d'intervention de l'EPF Normandie pour le compte de la Collectivité (Études, Foncier, Travaux), qui pourra faire ultérieurement l'objet d'adaptation par voie d'avenant pour compléter l'accompagnement de l'EPF Normandie si nécessaire.

A noter que la Collectivité et l'EPF Normandie ont initié la maîtrise foncière de ce secteur en amont de cette convention d'intervention. En effet, une prise en charge de cette opération globale 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » au titre du Programme d'Action Foncière (PAF) de la Ville de Dieppe (dernière version en date de 18 octobre 2021) avait été faite sous couvert de la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie du 8 mars 2001.

Précision est ici faite que l'opération 960 000 – 76 – DIEPPE « ZAC DIEPPE SUD » comprenait des sous-secteurs dont la « TETE NORD PHASE 2 » portant sur les parcelles AS 80, AS 86, AS 87, AS 89 et AS 140. Dans ce cadre, l'EPF Normandie a procédé à l'acquisition des parcelles suivantes :

- Parcelle cadastrée section AS 86 d'une contenance de 50a 93ca et parcelle cadastrée section AS 140 d'une contenance de 24a 21ca, par acte du 22 mai 2012,
- Parcelle cadastrée section AS 87 d'une contenance de 24a et 20ca et parcelle cadastrée section AS 89 d'une contenance de 22a 20ca, par acte du 24 octobre 2022,
- Parcelle cadastrée AS 80 d'une contenance de 3a 38ca par acte en date du 24 juillet 2019.

Toutefois, la parcelle cadastrée section AS 80 a été rétrocédée à la Ville de DIEPPE le 26 septembre 2024, la durée de portage ayant atteint son terme. Ladite parcelle n'est pas concernée par les travaux de démolition objet des présentes.

Un avenant technique au PAF entre la Collectivité et l'EPF a été signé en date du 11 décembre 2024 conformément à la délibération de l'EPF du 10 mars 2023 autorisant le DG à signer les avenants techniques et à la délibération de la Collectivité en date du 03 octobre 2024 pour la signature de l'avenant.

Cet avenant technique prévoit que la Collectivité et l'EPF Normandie s'accordent sur la possibilité de signer une ou des convention(s) d'interventions pour les nouveaux périmètres à prendre en charge qui ne seraient pas compris dans la liste des actions foncières intégrées au programme d'action foncière en vigueur. Cette possibilité est également ouverte pour des opérations listées audit programme d'action foncière qui nécessiteraient des modifications (modification de périmètre et d'enveloppe d'acquisitions, programmation études/travaux, report d'échéance, etc...). Dans cette hypothèse, la convention d'interventions vient se substituer à ce programme pour la seule opération modifiée.

Par ailleurs, la Collectivité et l'EPF Normandie ont initié les études techniques préalable à la déconstruction de cet îlot via la signature d'une convention d'études techniques le 18/04/2024, dont le contenu est intégralement repris dans la présente convention d'intervention. La convention d'études techniques du 18/04/2024 est donc caduque.

Cela étant exposé, il a été convenu ce qui suit.

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention constitue un nouveau dispositif contractuel entre les parties, qui vient se substituer, à sa date de signature :

- au précédent PAF en date du 18 octobre 2021 avec la Collectivité et spécifiquement pour l'îlot « GONDRAND VILLIER » provenant de l'opération « 960 000-76-DIEPPE- ZAC DIEPPE SUD » prise en charge par le Conseil d'Administration de l'EPF Normandie par délibération du 8 mars 2001. En conséquence, l'îlot « GONDRAND VILLIER » est sorti du PAF et rattaché à la Convention d'interventions, objet des présentes, sous le nom « OPE2024205 GONDRAND VILLIER ».
- et à la convention d'études techniques signée entre la Collectivité et l'EPF Normandie le 18/04/2024, dont le contenu est intégralement repris dans la présente convention d'intervention. La convention d'études techniques du 18/04/2024 est donc caduque.

La présente convention d'études techniques, de travaux et de maîtrise foncière a pour objet de déterminer les modalités de l'intervention de l'EPF Normandie pour le compte de la Collectivité en vue de la réalisation du projet sus-décrit dans le préambule, et d'en définir les financements associés.

## **ARTICLE 2 : NATURE ET CONSISTANCE DE L'INTERVENTION DE L'EPF NORMANDIE**

Au vu du contexte exposé ci-avant, la Collectivité a sollicité l'EPF Normandie pour mener les interventions décrites ci-dessous.

### **ARTICLE 2.1. INTERVENTIONS FONCIERES :**

A la demande de la Collectivité, l'EPF Normandie a procédé, dès avant les présentes, à l'**acquisition foncière** des parcelles cadastrées section AS n° 86, 87, 89 et 140 à Dieppe, comprises dans le périmètre défini à l'article 3 de la présente convention et cartographié en Annexe 1, avec pour objectif de constituer une réserve foncière et d'assurer la maîtrise du bien sur lequel des interventions pourront avoir lieu. Les acquisitions ont été réalisées par l'EPF Normandie par actes en date du 22 mai 2012 (parcelles AS 86 et 140), du 24 octobre 2022 (parcelles cadastrées AS 87 et 89), sous couvert d'une contractualisation précédente entre la Collectivité et l'EPF Normandie.

Précision est ici faite, comme indiqué en préambule, que l'EPF Normandie a acquis par acte du 24 juillet 2019 la parcelle AS 80, qui a été rétrocédée à la Ville de Dieppe le 26 septembre 2024, parcelle qui n'est pas comprise dans le périmètre défini à l'article 3 de la présente convention.

L'enveloppe du projet d'acquisition est fixée au montant de **971 000 €** correspondant à la valeur foncière et aux frais annexes inhérents à la maîtrise du foncier déjà en stock (notamment les frais de

notaire, les commissions d'agence à la charge de l'acquéreur, les éventuelles indemnités d'éviction, etc...).

## ARTICLE 2.2. ETUDES TECHNIQUES

Les **études techniques** concernent le périmètre défini à l'article 3 de la présente convention et cartographié en Annexe 1 et comprennent :

- les études de maîtrise d'œuvre préalables à la démolition y compris les diagnostics techniques (amiante et plomb, PEMD...),
- un diagnostic lié à la pollution potentielle des sols, au regard des activités historiques du site et de l'usage projeté.
- une étude biodiversité sur le site, afin d'identifier les potentiels enjeux de biodiversité existant et à préserver, qui devront être pris en compte dans le cadre des travaux de déconstruction et pour la conception du projet futur ;  
*Les données relatives à l'Habitat et au Biotope recueillies dans le cadre de tels diagnostic feront l'objet d'un recensement, et donneront lieu à la création de métadonnées qui seront mises sous une forme interopérable aux fins de publication sur internet et de partage avec les autres autorités publiques, conformément aux obligations découlant de la Directive européenne du 14 mars 2007, dite Directive INSPIRE, transposée aux articles L. 127-1 et suivants du code de l'environnement.*
- une mission de référé préventif, qui sera sollicitée auprès du Tribunal Administratif, afin qu'un expert soit nommé pour constater les faits qui seront susceptibles de donner lieu à un litige avec les propriétés voisines, dans le cadre des futurs travaux.

## ARTICLE 2.3. TRAVAUX :

Les travaux consistent à procéder à la déconstruction et au désamiantage des bâtiments présents dans le périmètre défini à l'article 3 et cartographié en Annexe 1, à savoir :

- Le désamiantage et de déconstruction des bâtiments. Les fondations ne présentant pas de lien structurel avec l'avoisinant seront enlevés jusqu'à une profondeur de 1 mètre par rapport au terrain naturel ou au plancher le plus bas dans le cas de pièces en sous-sol. Si des infrastructures contribuent à la stabilité des avoisinants elles seront laissées en place.  
Les réseaux connus sur la base des données disponibles ou découverts au cours des travaux de déconstruction des infrastructures seront retirés jusqu'à une profondeur de 1 mètre par rapport au terrain naturel ou au plancher le plus bas dans le cas de pièces en sous-sol. Il ne pourra être écarté à l'issue de l'intervention, la présence de réseaux résiduels au-dessus de 1 m de profondeur au droit des zones non bâties.  
Les études préalables à la déconstruction n'ont pas mis en évidence de besoin de confortement des mitoyens. Le cas échéant, si un besoin s'avérait nécessaire en cours de chantier, le principe de confortement sera provisoire et l'incidence financière sera à mettre en perspective de l'enveloppe disponible.
- Les déblais issus des démolitions seront évacués hors site. Le terrain sera nivelé sommairement avec les terres du site en fin de travaux, en respectant la topographie initiale du site, pour la mise en sécurité des fouilles afin d'assurer une pente douce des talus. Il convient de noter que le terrain sera fourni sans engagement sur les côtes finales précises du site et sur la portance du terrain.

- En fin de chantier les clôtures en bétons préfabriqués ainsi que les portails existants seront maintenues. Une clôture de type bac acier sera installée en remplacement de la clôture grillagée actuelle endommagée. Un fossé et un merlon seront créés afin d'éviter toute intrusion de véhicule sur le site.
- Un diagnostic écologique de la parcelle a été effectué le 24 juin 2024. Il a été constaté la présence sur site de plusieurs espèces d'oiseaux protégées (Goéland argenté, Moineau domestique et Fauvette à tête noire). Afin d'éviter une perturbation de ces espèces pendant la période de reproduction, et en accord avec l'arrêté de la DREAL émis sur l'ensemble de la ZAC, le début des travaux ne devra pas survenir dans une période comprise entre le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> septembre.

Des espèces exotiques envahissantes ont été identifiées sur le site (Séneçon du cap et Buddleia de David). L'éradication définitive de celles-ci ne sera pas effectuée dans le cadre des travaux. Un protocole sera mis en place afin d'éviter toute dissémination sur et hors site en phase chantier.

Par ailleurs, concernant la pollution des sols, et au regard des conclusions du rapport du bureau d'études IDDEA (rapport IDA240335 en date du 21/10/2024), des sources de pollutions sont identifiées. Des investigations complémentaires seront conduites afin de déterminer l'ampleur de la pollution des sols et établir un plan de gestion. Les conclusions de ces études seront partagées avec la Collectivité et mises en perspective avec le budget alloué aux travaux.

### **ARTICLE 3 : PERIMETRE D'INTERVENTION**

Les missions d'études, de travaux et de maîtrise foncière s'exerceront sur le périmètre d'intervention tel que défini à l'Annexe 1 de la présente convention, laquelle a pleine valeur contractuelle.

### **ARTICLE 4 : MODALITES D'ACQUISITION**

Le périmètre d'intervention étant déjà maîtrisé et aucune nouvelle acquisition ne devant intervenir, cet article est sans objet.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATION ET MODALITES DE RACHAT, DELAI DE PORTAGE ET MODALITES DE CESSION**

#### **ARTICLE 5.1 : DELAI DE PORTAGE**

La Collectivité s'engage à racheter les biens déjà acquis par l'EPF Normandie antérieurement aux présentes, ou à désigner un tiers pour leur rachat dans les conditions fixées à l'article 5.4. de la présente convention, aux dates d'échéance qui suivent :

- **24 octobre 2027** pour les parcelles AS 87 et 89
- **22 mai 2027** pour les parcelles AS 86 et 140

La Collectivité s'engage à racheter les biens, ou à désigner un tiers pour leur rachat dans les conditions fixées à l'article 5.4. de la présente convention, dans un délai maximum de cinq années à compter de leur date d'acquisition, ou de la date de paiement ou de consignation des indemnités d'expropriation, au profit de l'EPF Normandie.

Le rachat sera formalisé par acte authentique de vente qui devra intervenir dans les six mois précédant la date conventionnelle de rachat.

Ce principe de portage sur 5 ans est applicable aux dernières acquisitions de 2022 (AS 87 et 89).

Il est toutefois possible pour la Collectivité de solliciter un portage pour une durée comprise entre 5 à 10 ans, en demandant un report d'échéance. Ces demandes seront soumises au Conseil d'Administration de l'EPF Normandie, dans les conditions fixées à l'article 5.2 de la présente convention.

Ces demandes de report doivent respecter la règle d'équilibre selon laquelle le stock porté pour une durée supérieure à 5 ans ne pourra excéder 50 % de l'encours de stock global.

La Collectivité pourra cependant solliciter une dérogation à cette règle d'équilibre en produisant dans la note visée à l'article 5.2. de la présente convention, un argumentaire au vu duquel le Conseil d'Administration de l'EPF se prononcera.

Par exception, un portage entre 10 à 15 ans pourra être réalisé pour les « grandes opérations d'aménagement ».

A ce titre, les acquisitions de 2012 (AS 86 et 140) ont bénéficié de ce type de report d'échéance.

Les « grandes opérations d'aménagement » s'entendent strictement comme celles comprenant les Grandes Opérations d'Urbanisme (GOU), celles prévues par un Projet Partenarial d'Aménagement (PPA), les Projets d'Intérêt Général (PIG), les Projets d'Intérêt Majeur (PIM), les opérations couvertes par un contrat ou un traité d'aménagement d'une durée supérieure à 10 ans, et les opérations de recomposition spatiale sur des fonciers notamment exposés aux risques (recul du trait de côte) et sur les fonciers destinés à être désartificialisés avec en perspective l'atteinte des objectifs de la loi Climat et Résilience.

La demande de portage entre 10 et 15 ans pour ces « grandes opérations d'aménagement » est à présenter par la Collectivité. Cette demande est soumise au Conseil d'Administration de l'EPF Normandie dans les conditions fixées par l'article 5.2 de la présente convention.

La règle d'équilibre susvisée n'est pas applicable au stock porté au titre des « grandes opérations d'aménagement ».

Dans l'hypothèse où la Collectivité souhaiterait aménager tout ou partie des biens acquis dans les délais de portage précités (5 ans, entre 5 et 10 ans, et entre 10 et 15 ans), elle devra procéder au rachat par anticipation desdits biens ou de la partie concernée, avant tout commencement de travaux.

Par exception, pour les « grandes opérations d'aménagement » l'EPF Normandie peut autoriser la Collectivité, ou le tiers acquéreur visé à l'article 5.4. de la présente convention, à réaliser, durant la durée de portage, des travaux de voirie concourant à l'opération d'aménagement.

La Collectivité devra en faire préalablement la demande, par écrit motivé, à l'EPF Normandie pour obtenir son accord en sa qualité de propriétaire. Ces travaux répondront aux seuls besoins de la Collectivité. L'EPF Normandie ne pourra en aucun cas être regardé comme intervenant à la réalisation de ces travaux d'aménagement, dont il ne détient pas la compétence statutaire puisqu'il ne peut que réaliser des travaux de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur des biens acquis, dans les conditions définies à la présente convention.

La Collectivité s'engage à se rapprocher de l'EPF Normandie au moins 15 jours avant le début de ces travaux, pour définir avec lui les modalités pratiques de leur réalisation sur le site appartenant à l'Etablissement, notamment en termes de mise en sécurité. Les travaux ne pourront pas être entrepris

par la Collectivité sans que ces modalités n'aient été acceptées par l'EPF Normandie. En tout état de cause, ces travaux seront réalisés sous la seule responsabilité de la Collectivité qui devra notamment s'assurer de leur exécution selon les règles de l'art.

Les parcelles concernées devront faire l'objet d'un rachat par la Collectivité ou le tiers acquéreur en substitution, préalablement à leur affectation à la voirie.

L'EPF Normandie se réserve également le droit de solliciter le rachat par la Collectivité, ou par ledit tiers acquéreur, de la totalité ou d'une partie de ces biens selon l'état d'avancement et les caractéristiques des travaux de voirie.

En toute hypothèse, la Collectivité peut procéder à tout moment à un rachat global ou partiel des biens acquis par l'EPF Normandie, si elle le souhaite.

#### ARTICLE 5.2 : REPORT D'ECHEANCE

Les délais de rachat, fixés à l'article 5.1 ci-dessus, devront être impérativement respectés.

En cas de difficultés majeures de la Collectivité pour procéder au rachat, d'impératifs calendaires dans le cadre d'une intervention friche, d'un projet d'ampleur aux enjeux urbains multiples, ou d'une « grande opération d'aménagement » telle que définie à l'article 5.1 de la présente convention, la Collectivité devra saisir l'EPF d'une demande de report d'échéance en joignant à sa demande une note motivée, ainsi que le délai supplémentaire souhaité.

Le cas échéant, cette note devra être complétée d'un argumentaire justifiant de la demande de dérogation à la règle d'équilibre visée à l'article 5.1. de la présente convention.

Au vu de cette note, le Conseil d'Administration se prononcera par délibération sur la demande de report. La Collectivité en sera informée par l'EPF.

L'examen de cette demande sera effectué au vu de principes exposés dans une délibération du Conseil d'Administration du 9 juillet 2012, illustrés, par la suite, dans un rapport au Conseil d'Administration du 1er juin 2017.

Un avenant à la présente convention devra formaliser l'allongement du portage et la nouvelle date d'échéance de rachat par la Collectivité.

#### ARTICLE 5.3 : PENALITES

Tout dépassement d'échéance n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'EPF Normandie dans les conditions visées aux articles 5.1 et 5.2. de la présente convention, sera soumis à pénalités au taux de 4 % dès le premier jour de dépassement de l'échéance contractuelle de rachat jusqu'à la date de rachat effectif, sous forme d'une facturation annuelle adressée à la Collectivité ayant souscrit l'engagement de rachat.

Le taux d'actualisation de 1% prévu à l'article 11.3.1. de la présente convention continuera parallèlement à courir jusqu'à la date de rachat effectif du bien, sauf exonération validée par le Conseil d'administration de l'EPF Normandie .

Sur la période de dépassement, le taux total applicable sera donc de 5 % l'an (taux de pénalité de 4% + taux d'actualisation de 1%).

#### ARTICLE 5.4. : RACHAT PAR UN TIERS EN SUBSTITUTION

La Collectivité pourra, par délibération de son Conseil Municipal, demander à l'EPF Normandie que le rachat se réalise, dans les mêmes conditions, au profit soit d'un tiers de droit public, soit d'un bailleur social investi d'une mission d'intérêt général en vue de la réalisation d'une opération de logements, soit d'un aménageur désigné dans le cadre d'une concession d'aménagement, soit d'un tiers opérateur désigné par la Collectivité à l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence préalables, dont les conditions devront être respectées tout au long du processus menant jusqu'à la cession du foncier.

La Collectivité devra porter à la connaissance du tiers acquéreur, quel que soit son mode de désignation, les conditions de la présente convention passée entre elle et l'EPF Normandie au titre de l'action foncière. En toute hypothèse, la Collectivité restera garante à l'égard de l'EPF Normandie, du respect des échéances de rachat prévues conventionnellement et plus largement des conditions de l'engagement de rachat qu'elle a souscrit.

Le cas échéant, la Collectivité interviendra à l'acte de rachat par le tiers acquéreur, pour prendre à sa charge les frais, dépenses et travaux accessoires d'aménagement demandés par ce dernier, et que l'EPF Normandie ne serait pas en mesure de supporter.

#### **ARTICLE 6 : GESTION, SECURISATION ET PRESERVATION DES BIENS**

##### ARTICLE 6-1 : TRANSFERT DE GESTION

La gestion - en ce compris la sécurisation et la préservation des biens, bâtis ou non, libres ou occupés, acquis par l'EPF Normandie, dans le cadre de la présente convention, a été transférée à la Collectivité à compter de la notification qui lui en est faite par l'EPF Normandie, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette gestion est transférée :

- Jusqu'à la date du rachat par la Collectivité, ou par le tiers acquéreur visé à l'article 5.4. de la présente convention.

Ou

- Jusqu'à la date de notification de reprise du bien à l'initiative de l'EPF Normandie, dans le cas où la Collectivité ne respecterait pas son obligation de rachat à l'échéance prévue. La gestion de l'immeuble sera assurée par l'EPF Normandie, à compter de ladite notification.

Durant le transfert de gestion, et hormis en matière d'assurances et d'indemnisation des sinistres, de relations avec la DGFIP pour la gestion des Taxes Foncières, des opérations de reconnaissance des limites et toutes opérations menées par un géomètre, la Collectivité est subrogée dans tous les droits et obligations de l'EPF Normandie, en sa qualité de propriétaire.

La Collectivité sollicitera l'autorisation de l'EPF Normandie préalablement au dépôt de toute demande pour laquelle l'autorisation du propriétaire est requise. Sont visées notamment les demandes de permis de démolir, de construire et d'une manière générale toutes les autorisations d'urbanisme, les autorisations de fouilles et de sondages.

Durant la période de portage où la gestion est transférée, il revient ainsi aux parties de réaliser notamment :

EPF	Collectivité
Prise de l'assurance du propriétaire et gestion des sinistres afférents Relations avec la DGFIP (taxes et impôts) Autorisation donnée à la Collectivité de déposer une autorisation d'urbanisme (division, démolition, DP, PC), ou de réaliser des fouilles archéologiques Reconnaissance des limites de propriété Cosignature des baux avec la Collectivité	Prise de l'assurance en tant qu'occupant Entretien du bâti et des dépendances Sécurisation et préservation Gestion des occupants (COP ou bail) Signature des Conventions d'occupation précaires après accord préalable de l'EPF Normandie visé à l'article 6.3.1.

#### ARTICLE 6-2 : GESTION PATRIMONIALE

A compter de la notification du transfert de gestion par l'EPF Normandie, la collectivité a la garde et la charge des biens acquis par l'établissement.

La Collectivité a pris les immeubles dans l'état où ils lui ont été remis lors de la notification du transfert de gestion par l'EPF Normandie. Elle doit les maintenir en bon état d'entretien et de conservation (clôture, murs, toiture, etc.), de sécurité à l'égard des tiers et de préservation si la propriété possède des éléments inscrits, classés ou remarquables tant bâtis que végétaux ou meubles.

#### ARTICLE 6.3 : GESTION DE L'OCCUPATION

La Collectivité assurera la gestion des contrats d'occupation n'ayant pas été résiliés lors de l'acquisition des biens par l'EPF Normandie, ainsi que de ceux souscrits durant le portage des biens dans les conditions ci-après.

La Collectivité rédigera ou fera rédiger les baux et conventions – sauf cas particulier visé à l'article 6.3.4. de la présente convention-, percevra les loyers et redevances des occupations. Elle remettra dans le mois qui suit leur signature, copie de tous les contrats à l'EPF.

#### **Article 6.3.1. : Biens acquis occupés**

Pour les biens acquis occupés, la Collectivité doit veiller à la bonne exécution des baux et conventions en cours au moment de l'acquisition des immeubles par l'EPF Normandie, et notamment percevoir et recouvrer, par voie judiciaire le cas échéant, les loyers et toutes sommes dues au titre de la location ou de l'occupation prévues dans les baux ou conventions.

Toute modification des conditions d'occupation inscrites dans des baux (commerciaux, ruraux, habitation ou autres) devra être cosignée par l'EPF Normandie et la Collectivité. Par ailleurs, les conventions d'occupation précaires passées par cette dernière, qui ne devront pas entraîner de perte de la valeur économique du bien, devront être soumises à l'accord préalable de l'EPF Normandie, formalisé par un courrier.

#### **Article 6.3.2. Biens acquis libres, par voie d'expropriation**

Pour ce type de biens, soumis en termes d'occupation au régime de la précarité prévu par les codes de l'urbanisme et de l'expropriation du fait de leur acquisition par voie exorbitante, la Collectivité consentira exclusivement des conventions d'occupation précaires ne conférant au preneur aucun droit au renouvellement ni au maintien dans les lieux. Un cahier des charges devra être annexé à ces contrats dans le respect des dispositions des articles L. 411-1 et suivants du code de l'expropriation, lequel devra être préalablement soumis à l'EPF Normandie pour accord. Cet accord sera formalisé par un courrier de l'EPF Normandie adressé à la Collectivité.

#### **Article 6.3.3. Biens acquis libres hors procédure d'expropriation**

La Collectivité pourra passer des contrats d'occupation précaire qui ne pourront en aucun cas excéder la durée du portage. Elle soumettra le projet de contrat à l'EPF avant toute signature dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 6.3.1. de la présente convention.

#### **Article 6.3.4. Biens acquis afin de maintenir ou créer un commerce**

L'EPF Normandie consentira, sur demande de la Collectivité, un bail tripartite (EPF – Collectivité – preneur à bail) au candidat retenu par elle selon la nature de l'occupation souhaité et le profil du candidat. La Collectivité interviendra à la signature du bail, s'engageant ainsi à en assurer l'exécution complète jusqu'à son terme et cela à compter du jour où elle sera devenue propriétaire de l'immeuble en application de la présente convention.

Bien que l'acte soit signé par l'EPF Normandie, la Collectivité aura seule la responsabilité de la gestion du bail.

Les baux pourront prévoir des travaux d'aménagement et de mise aux normes des locaux, qui seront à la charge de la Collectivité ou des preneurs à bail. Les conditions dans lesquelles l'EPF Normandie accepte la réalisation de travaux seront précisées dans la demande formulée par la Collectivité : notamment la nature des travaux, les modalités de financement, etc. Les bénéficiaires du bail devront justifier d'une assurance pour leur activité à compter de la signature du bail. Un état des lieux devra être réalisé avant la prise de possession.

Les baux seront consentis moyennant un loyer à négocier avec le locataire en fonction des autres conditions prévues au contrat. Le loyer sera encaissé directement par la Collectivité pendant la période

de portage puis après rachat de l'immeuble. Il s'y ajoutera de manière courante le remboursement de l'impôt foncier et des charges.

En cas de résiliation d'un bail, sans repreneur immédiat, et pour quelque cause que ce soit, les dispositions des articles 6.3.1. à 6.3.3., entreraient à nouveau en vigueur sans délai.

#### ARTICLE 6.4 - USAGES TRANSITOIRES

Dans le cadre du transfert de gestion du bien durant la période de portage, la Collectivité aura l'usage du bien. Elle pourra notamment développer des usages transitoires, soit à son profit, soit au profit de tiers à la présente convention.

Si la Collectivité ne peut donner au bien sa destination finale – avec ou sans travaux – elle peut néanmoins l'utiliser pour un usage transitoire (par exemple : une zone de stockage, un logement temporaire d'urgence, un commerce éphémère, etc.). Seul un contrat adapté à la nature et à la précarité de l'usage pourra être signé par la Collectivité, après accord préalable de l'EPF Normandie formalisé dans un courrier.

Dans l'hypothèse où la Collectivité envisagerait un usage transitoire sur une friche, cette information devra être délivrée suffisamment en amont pour permettre à l'EPF Normandie de lui transmettre, le cas échéant, les éléments dont il dispose sur le bien, notamment en termes de pollution, afin d'en tenir compte dans la mise en œuvre de l'usage transitoire.

Etant ici précisé, que la Collectivité ne doit en aucun cas permettre l'installation d'activités risquant de conférer la domanialité publique aux biens acquis par l'EPF Normandie. En conséquence, le bien dont la gestion est transférée à la Collectivité ne devra pas être affecté à l'usage direct du public, ni affecté à un service public avec aménagement indispensable à cet effet.

#### ARTICLE 6.5 : SECURISATION

##### **Article 6.5.1 : Mesures de mise en sécurité des biens et des personnes**

Dans le cadre du transfert de gestion, la Collectivité veille tout particulièrement à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des tiers, mais également la conservation du bien. Pour cela, elle doit, régulièrement, surveiller et veiller au bon état des clôtures, à la fermeture des portes et des fenêtres, à l'étanchéité des couvertures et remédier aux anomalies constatées, sans que cette liste ne soit exhaustive.

En cas de squats – ponctuels, temporaires ou permanents - une procédure devra être entreprise par la Collectivité, sans attendre, afin de faire quitter les occupants des lieux sans qu'ils puissent revenir, en prenant les mesures de murage, tûlages, mise sous alarme, démolition, etc.

Les travaux de murage et de démolition sont soumis à un accord préalable de l'EPF Normandie, qui sera formalisé par un courrier. Il appartient à la Collectivité d'obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaire et d'en adresser une copie à l'EPF Normandie.

Dès la fin de la déconstruction, l'information sera transmise à l'EPF Normandie par un imprimé CERFA modèle IL 6704 qui le transmettra, en tant que propriétaire aux Services du cadastre concerné dans

les 90 jours suivant la réalisation du changement de destination. Cette information permettra également de mettre à jour la base de refacturation de l'assurance.

### **Article 6.5.2. Travaux de pré-verdissement ou de reverdissement**

Dans le cadre du transfert de gestion, la Collectivité peut engager des travaux de déconstruction du bien aux fins de sa sécurisation, auxquels elle pourra intégrer des travaux de pré-verdissement ou reverdissement.

En aucun cas ces aménagements ne pourront être ouverts au public.

## ARTICLE 6.6.: PRESERVATION

### **Article 6.6.1 : Bâti**

Dans le cas où le bien bâti porté serait considéré comme remarquable (biens classés, inscrits ou en cours d'inscription, paysages et biens identifiés au titre de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme), la Collectivité s'engage à conserver et entretenir, à la hauteur de ce qu'il représente, ce patrimoine.

### **Article 6.6.2 : Biodiversité**

La Collectivité, ayant en charge l'entretien régulier des biens (impliquant par exemple l'entretien des espaces extérieurs et des haies par le fauchage, la taille et la coupe de végétation - sans que cette liste ne soit exhaustive), peut, de son propre chef, réaliser ou faire réaliser les travaux afférents.

Une attention particulière devra cependant être portée à la préservation de la biodiversité éventuellement présente sur le site (faune/flore remarquable, maintien de corridors écologiques (trame verte, trame bleue, trame brune)).

### **Article 6.6.3 : Déchets**

En cas de dépôt, volontaire ou non, de déchets sur les parcelles propriétés de l'EPF Normandie dans le cadre d'un portage au bénéfice de la Collectivité, celle-ci devra mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose, y compris judiciaires, afin de faire cesser le trouble, et y apporter réparation, pour lutter contre la prolifération des dépôts sauvages. La Collectivité est tenue, le cas échéant, de faire procéder à l'évacuation des déchets dans les filières appropriées.

En aucun cas l'EPF Normandie ne pourra être regardé, en sa qualité de propriétaire, comme le détenteur et responsable de ces déchets, au sens des dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

### **Article 6.6.4. : Pollution**

Dans l'hypothèse où des biens portés, dans le cadre du présent contrat, emporteraient l'obligation pour le propriétaire de réaliser des travaux, et notamment si ces travaux visent à endiguer ou mettre fin à une pollution menaçant la santé publique ou les propriétés riveraines, la Collectivité s'engage :

- à accepter que le coût de réalisation de ces travaux soit répercuté dans le prix de rachat de l'immeuble, comme précisé à l'article 11 ci-après,
- ou bien à racheter par anticipation le bien concerné, pour exonérer l'EPF Normandie de la réalisation de ces travaux.

Dans le cas où l'EPF Normandie envisagerait à ce titre des travaux, la Collectivité sera avisée par l'EPF Normandie du risque de pollution des biens portés, de la nature des travaux à mener et de leur coût prévisionnel. La notification adressée par l'EPF Normandie à la Collectivité permettra à cette dernière de se positionner selon les deux options prévues ci-dessus.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCES**

### **ARTICLE 7.1. : ASSURANCES DU PROPRIETAIRE (EPF)**

En sa qualité de propriétaire, l'EPF Normandie assure les biens acquis au titre de la présente convention dans le cadre de contrats globaux souscrits auprès de ses assureurs. Ces contrats qui couvrent l'ensemble du patrimoine de l'EPF Normandie garantissent les immeubles contre les événements courants en matière immobilière.

L'assurance de l'EPF est une assurance dite "du propriétaire", elle ne se substitue pas à celle que doit souscrire la Collectivité.

Pour information et sous réserve d'évolution, le montant au contrat de l'EPF pour 2024 est de 1,32 € HT euros hors taxes du m<sup>2</sup> bâti. Ce montant est appelé à être révisé annuellement.

La nature de la couverture assurantielle et le montant de la prime est susceptible d'évoluer en fonction des contrats passés par l'EPF et des variations économiques. A chaque changement d'assureur, ou évolution des contrats d'assurances que l'EPF Normandie a souscrits, les nouvelles dispositions s'appliqueront *de facto*. Le cas échéant, l'EPF Normandie s'oblige à en informer la Collectivité. Cette information prendra la forme d'un courrier, adressé par LRAR par l'EPF Normandie à la Collectivité, accompagné du justificatif afférent. Cette information sera délivrée à la Collectivité dans les meilleurs délais, ou lors de l'appel annuel de la prime d'assurance, selon les cas de figure visés à l'article 8 de la présente convention.

L'EPF assurera le paiement de cette assurance auprès de l'assureur avant de se faire rembourser par la Collectivité, au prorata du nombre de jours assurés, de la date d'acquisition par l'EPF Normandie à la date de rachat par la Collectivité ou le tiers acquéreur en substitution.

### **ARTICLE 7.2 : ASSURANCE POUR LE GESTIONNAIRE (COLLECTIVITE)**

La Collectivité devra contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance dument agréées pour ce type d'opérations, toutes les polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques se rapportant à l'ensemble des biens, notamment immobiliers, dont la gestion lui a été transférée dans les conditions définies à l'article 6 de la présente convention.

Elle devra notamment assurer :

- les risques locatifs, d'occupation et d'usage liés à ces biens
- le recours des voisins et des tiers ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers (pertes d'exploitation, frais supplémentaires d'exploitation);

- sa responsabilité liée à l'exercice de ses activités et à l'exploitation des biens objets de la présente convention.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre l'EPF Normandie, la Collectivité et ses assureurs.

La Collectivité s'engage à communiquer à l'EPF Normandie les attestations émanant de son assureur spécifiant les garanties souscrites en application du présent article sous un délai d'une semaine maximum après l'acquisition du ou des biens objet(s) de la présente convention. Elle s'engage également à remettre, annuellement, au cours du premier de mois de chaque année, l'attestation annuelle d'assurance des biens portés.

La Collectivité est tenue d'informer l'EPF Normandie de toute mise en demeure adressée par son assureur à défaut de paiement de cotisation.

#### ARTICLE 8 : FRAIS DE GESTION ET D'ENTRETIEN A LA CHARGE DE LA COLLECTIVITE

Pour les dépenses relatives aux assurances et aux taxes foncières bâties et non bâties, l'EPF Normandie assurera le paiement de cette assurance auprès de l'assureur avant de se faire rembourser, annuellement, des sommes avancées auprès des collectivités bénéficiaires du portage.

Pour les taxes diverses (d'habitation, rivière, encombrants, ordures ménagères, etc.), la Collectivité remboursera les dépenses engagées par l'EPF pouvant être dues au titre des biens portés. Le règlement se fera dans les 30 jours suivant l'appel de fonds, sur production de justificatifs, que l'appel soit fait pendant la période de portage ou après le rachat.

Tout règlement sera effectué par virement au compte de l'Agent Comptable de l'EPF Normandie.

Tous les abonnements de fluides ou autres rattachés à l'immeuble devront, dès l'acquisition du bien, être libellés, adressés et gérés par la Collectivité.

#### ARTICLE 9 : VISITES DES BIENS EN COURS DE PORTAGE

Les visites ci-après exposées sont réalisées sans préjudice de la visite visée à l'article 6.2. de la présente convention.

##### ARTICLE 9.1. : VISITE ANNUELLE DANS LE CADRE DU CONTRAT GLOBAL D'ASSURANCES

Dans le cadre du contrat global qu'il a souscrit auprès de son assureur, l'EPF Normandie s'est engagé à faire procéder à une visite annuelle des biens bâtis en cours de portage. Une première visite a lieu dans les six mois qui suivent leur entrée dans le patrimoine de l'Établissement, sauf si les travaux de déconstruction sont engagés dans ce délai.

L'EPF Normandie a confié à un prestataire la charge d'effectuer ces visites.

Ce prestataire a pour mission d'effectuer un compte-rendu de sa visite et de vérifier tout particulièrement qu'aucun élément de l'état du bien n'ait pour conséquence de mettre en jeu la sécurité des personnes et des biens des tiers. Lors de la visite, un avis peut également être donné sur la structure du bien et sur les mesures de sécurité.

Dans le cadre du transfert de gestion, la Collectivité s'engage à accompagner ce prestataire lors de sa visite aux biens bâtis, objets de la présente convention. La visite se faisant tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, la Collectivité prendra les mesures nécessaires afin que son représentant soit en possession des clefs permettant l'ouverture de tous les bâtiments – y compris ceux occupés en tant qu'habitation, magasin, industrie, etc. - à l'exception de ceux totalement murés. En cas d'impossibilité d'accéder à l'immeuble du fait de la Collectivité, conduisant l'EPF Normandie à devoir commander une nouvelle visite au prestataire, l'EPF Normandie se réserve la possibilité de facturer cette seconde visite à la Collectivité au montant du bordereau des prix du marché passé par l'EPF Normandie avec son prestataire, qui serait alors annexé à la facturation correspondante.

#### ARTICLE 9.2. : VISITES HORS CONTRAT GLOBAL D'ASSURANCES

Dans le cadre de la gestion par la Collectivité du patrimoine porté, l'EPF Normandie peut être amené à effectuer des visites complémentaires de ses biens, tant par un prestataire missionné qu'en interne. Pour cela, il peut solliciter la Collectivité afin qu'elle lui ouvre ou fasse ouvrir le bien concerné. Cette mention doit clairement apparaître dans les conventions ou baux, ou tout autre contrat d'occupation ou d'usage, que la Collectivité pourrait mettre en place au cours de la période de portage.

La Collectivité s'oblige à mettre fin, sans délai, aux problèmes signalés par le représentant de l'EPF Normandie, y compris à assurer la libération immédiate des lieux si l'occupation consentie devient incompatible avec l'état des bâtiments en assurant, à ses frais le relogement des occupants le cas échéant

Dans le cas où la Collectivité souhaiterait procéder à la démolition du bien, elle doit en demander l'accord préalable à l'EPF Normandie, puis lui transmettre une copie du permis de démolir. Dès la fin de la démolition, la Collectivité en informe l'EPF Normandie. En cas de non-information de l'EPF Normandie d'une démolition et d'une visite du prestataire de service mandaté par l'EPF Normandie, cette visite sera facturée à la Collectivité au montant du bordereau des prix du marché passé par l'EPF Normandie avec son prestataire, qui serait alors annexé à la facturation correspondante

Dans l'hypothèse où une procédure d'urgence de mise en sécurité (anciennement procédure de péril imminent) devait être mise en œuvre, sur le fondement des articles L. 511-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, en raison de l'état des biens dont la gestion a été transférée à la Collectivité, l'EPF Normandie sera en droit d'exiger de celle-ci, le cas échéant, le remboursement de l'ensemble des sommes qu'il serait amené à dépenser pour la réalisation des travaux prescrits par l'autorité compétente dans le cadre de ladite procédure, après information de l'EPF Normandie à la Collectivité du montant des dépenses à provisionner

#### ARTICLE 10 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

#### ARTICLE 10 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

D'une manière générale, les modalités de travail de l'EPF Normandie intègrent les moyens de communication par visioconférence dès que l'objet de la réunion le permet. La Collectivité accepte donc cette organisation de travail.

**ARTICLE .10.1 : ENGAGEMENTS DE L'EPF NORMANDIE**

- Assurer la maîtrise d'ouvrage des prestations définies dans le préambule et à l'article 2 ci-dessus,
- Demander l'avis des services de la Collectivité sur le contenu du Dossier de Consultation des Prestataires/Entreprises de la présente intervention,
- Limiter les engagements aux financements mis en place dans le cadre de la présente convention ou de ses avenants,
- Les obligations de l'EPF Normandie seront limitées aux garanties prises au titre des marchés publics,
- Mobiliser, au service de la réalisation du projet, une équipe pluridisciplinaire travaillant en mode projet,
- Tenir régulièrement informée la Collectivité de l'état d'avancement de la convention,
- Transmettre à la Collectivité les livrables des documents établis par les prestataires mandatés par l'EPF Normandie.
- Céder à l'issue du portage, les biens acquis à sa demande dans le cadre de la présente convention, à la Collectivité ou à un opérateur désigné par elle dans les conditions prévues à l'article 5.4. de la présente convention,
- Facturer annuellement, telle que prévue au sein de la présente convention, les frais et taxes à la charge de la Collectivité, en produisant les justificatifs correspondants.

**ARTICLE 10.2 . : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE****Article 10.2.1 : Engagement d'ordre général**

- Avertir dans les meilleurs délais l'EPF Normandie des difficultés locales particulières liées au projet,
- Fournir toute information et tout document utile en sa possession à la date d'entrée en vigueur de la présente convention,
- Permettre le libre accès au(x) site(s) concerné(s) à toute personne représentant l'EPF Normandie ainsi qu'à toute personne que celui-ci aura mandatée, pendant la durée de la présente convention,
- Mettre en œuvre les démarches administratives nécessaires à la bonne exécution de la convention (délibération, DUP, etc.),
- Mobiliser l'ensemble de l'ingénierie et de l'expertise locale en mesure d'accompagner le projet,
- Conduire les démarches relatives à la modification ou à la révision des documents de planification et /ou d'urbanisme afin de permettre la réalisation du projet

**Article 10.2.2. Engagements particuliers pour le foncier :**

- Assurer la garde et la charge des biens acquis par l'établissement, à compter de la notification du transfert de gestion par l'EPF Normandie.
- Informer l'EPF Normandie de tous les problèmes et litiges pouvant survenir pendant la durée du transfert de gestion des immeubles,

- Mener un projet d'aménagement, répondant aux objectifs généraux de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,
- Se porter acquéreur du foncier au terme du portage ou désigner un tiers acquéreur pour se porter acquéreur du foncier en substitution, au prix de rachat et dans les conditions fixées par les articles 5 et 11 de la présente convention.

### **Article 10.2.3. : Engagements particuliers pour les études techniques et les travaux**

- la Collectivité organisera les moyens d'accès au site et à l'intérieur des bâtiments et se chargera de leur re-fermeture après intervention des prestataires mandatés par l'EPF Normandie . Ainsi, si cela est nécessaire, la Collectivité s'engage à réaliser les travaux nécessaires de défrichage ou d'ouverture d'accès, pour permettre l'accès au site afin que les interventions soient réalisées dans de bonnes conditions pour les prestataires de l'EPF Normandie.
- Concernant les enjeux liés à la protection de la biodiversité, la Collectivité s'engage à communiquer à l'EPF Normandie les éventuelles informations dont elle dispose sur les spécificités du secteur (retours d'expériences sur le secteur, observations de terrain particulières, ...). L'EPF Normandie mandate un bureau d'étude biodiversité, dont les conclusions seront transmises à la Collectivité, qui se chargera de les transmettre à son tour aux intervenants ultérieurs du projet. Dans le cas présent, les diagnostics écologiques réalisés à l'échelle de la ZAC et à l'échelle du site ont identifié la présence d'espèces d'oiseaux nicheurs protégés. Conformément aux préconisations des diagnostics et à l'arrêté de la DREAL, tout travaux ne pourra débuter dans la période du 1<sup>er</sup> mars au 1er septembre.
- Dans le cas où des réseaux publics aériens ou souterrains devraient être maintenus en service dans les zones concernées par l'intervention, la Collectivité devra, avant démarrage du chantier, prendre en charge avec les concessionnaires concernés, les travaux de dévoiement et de protection de ces réseaux, indispensables à la mise en sécurité de la zone d'intervention des entreprises.
- La Collectivité devra pouvoir disposer d'informations précises sur les limites de propriété du bien concerné par les travaux (nécessité de disposer d'un plan de bornage en cas de contexte urbain avec gestion de mitoyennetés)
- La Collectivité appuiera l'E.P.F. Normandie dans les démarches à réaliser auprès des riverains (visites éventuelles), si elles sont nécessaires dans le cadre des études techniques ou des travaux.

**ARTICLE 11 : MODALITES FINANCIERES****ARTICLE 11.1 : ETUDES TECHNIQUES ET TRAVAUX****Article 11.1.1 : Enveloppe allouée à l'opération pour les études techniques et les travaux**

L'enveloppe maximale allouée pour les études techniques s'élève à **100 000 € HT**.

L'enveloppe maximale allouée pour les travaux de déconstruction s'élève à **1 000 000 € HT**. Le projet envisagé sur ce site est à vocation résidentielle, avec la réalisation d'un programme de logements porté par un opérateur, intégré dans le projet global de la ZAC Dieppe Sud sous régie de la Ville. Un bilan prévisionnel d'opération a été établi, sur la base des données disponibles et d'hypothèses retenues (cf. Annexe 2). Le déficit prévisionnel calculé implique que l'ensemble de l'enveloppe Travaux est financée selon les clés de répartition de la convention EPF/Région 2022-2026.

Ainsi, chaque enveloppe est financée selon la répartition suivante :

- 37,5 % du montant HT à la charge de la Région Normandie,
- 37,5 % du montant HT à la charge de l'E.P.F. Normandie,
- 25 % du montant HT à la charge de la Collectivité auquel s'ajoute la TVA correspondante.

**A noter que la délibération de la Région est prévue début 2025. Aussi, la Collectivité s'engage à prendre à sa charge la participation de la Région, jusqu'à obtention de la délibération effective de la Région.**

De plus, une demande de subvention Fond Vert (mesure recyclage foncier) est en cours d'instruction par les services de l'Etat. Si un financement est obtenu du Fond Vert, il sera appelé en priorité au regard des dépenses réelles et éligibles, puis le reste à financer sera co-financé entre l'EPF, la Région et la Collectivité selon les clés de financement citées ci-dessus. Dans ce cas, un avenant sera établi pour acter le nouveau plan de financement.

A noter que cette enveloppe financière a été dimensionnée sur la base des connaissances du site lors de sa prise en charge et des études envisagées (cf. article 2). Si les enjeux du site mettaient en évidence la nécessité de poursuivre les études au-delà de l'enveloppe financière allouée, un complément d'enveloppe devra alors être soumis aux instances délibérantes de chaque partenaire, et impliquerait un avenant à la convention.

Le bilan prévisionnel de l'opération sera actualisé au cours de l'exécution réelle du projet, et ce jusqu'au solde de l'intervention relevant du dispositif EPF-Région.

Dans le cas où le déficit de l'opération, hors intervention du fonds friches EPF-Région, serait inférieur – au moment du solde - au montant prévisionnel pris en compte lors de la prise en charge, la subvention allouée sera recalculée à la baisse dans la limite du déficit effectivement constaté et fera l'objet d'un avenant à la convention afin de mettre à jour le plan de financement. Dans le cas où, au moment du solde de l'intervention EPF-Région, le déficit de l'opération serait supérieur au montant prévisionnel pris en compte lors de la prise en charge, le montant de la subvention du fonds friches EPF-Région ne pourra en aucun cas être révisé à la hausse, à l'exception des travaux de recyclage cofinancés. .

**Article 11.1.2 : Facturation par l'EPF Normandie à la Collectivité**

Après achèvement des travaux, l'EPF Normandie facturera à la Collectivité, sa participation augmentée de la TVA s'y afférant. Les justificatifs des dépenses seront visés par l'agent comptable de l'EPF Normandie et joints à l'appel de fonds, le tout transmis de manière dématérialisée.

Afin d'éviter les croisements de flux de trésorerie, l'EPF Normandie déduira de l'appel de fonds correspondant à la facture finale, ses fonds propres et les subventions qu'il aura reçues de la Région Normandie au profit de la Collectivité pour cette opération.

Les règlements de la Collectivité seront effectués au compte de l'EPF Normandie qui fournira un R.I.B.

### **Article 11.1.3 : Versements par la Collectivité**

La Collectivité versera, comme suit, à l'EPF Normandie :

#### 11.1.3.1 – Acompte Etudes :

Sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses acquittées, certifié exact par l'Agent Comptable de l'EPF Normandie, au moins égale à 35% du montant prévisionnel programmé, la Collectivité versera un acompte d'un montant de **10 500€** correspondant à 35% de la participation HT de la Collectivité (8 750 €) et à la TVA correspondante (1 750 €) au bénéfice de l'EPF Normandie.

#### 11.1.3.2 - Acomptes Travaux :

A réception de l'ordre de service Travaux de la maîtrise d'œuvre, la Collectivité versera à l'EPF Normandie un acompte d'un montant de **60 000 €** correspondant à 20% du montant HT prévisionnel de sa participation (50 000€) et à la TVA correspondante (10 000 €) au bénéfice de l'EPF Normandie.

Sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses acquittées, certifié exact par l'Agent Comptable de l'EPF Normandie, au moins égale à 60% du montant prévisionnel programmé, la Collectivité versera un acompte d'un montant de **120 000€** correspondant à 40% de la participation HT de la Collectivité (100 000 €) et à la TVA correspondante (20 000 €) au bénéfice de l'EPF Normandie.

#### 11.1.3.3- Versement final :

A la fin de l'intervention études techniques et travaux, la Collectivité et l'EPF Normandie acceptent le principe de la compensation de trésorerie afin d'éviter les croisements de règlements. L'EPF Normandie déduira de l'appel de fonds correspondant à la facture finale, ses fonds propres et les subventions qu'il aura reçues ou qui resteront à recevoir de la Région Normandie au profit de la Collectivité pour cette opération.

Il en résulte une somme maximale de **139 500 €** correspondant au solde de la participation HT de la Collectivité (116 250€) et à la TVA correspondante (23 250 €) à verser par la Collectivité au bénéfice de l'EPF Normandie.

Les justificatifs des dépenses seront visés et tamponnés par l'agent comptable de l'EPF Normandie. Sur simple demande de la Collectivité, l'EPF Normandie fournira l'ensemble des factures acquittées.

Le règlement de la Collectivité sera effectué au compte de l'EPF Normandie dont un R.I.B. sera transmis.

## ARTICLE 11.2 : FONCIER

### **Article 11.2.1 : Détermination du prix de rachat**

#### **Le prix de rachat**

Le prix de rachat correspond à l'ensemble des dépenses réalisées par l'EPF Normandie au titre du portage foncier.

Ces dépenses sont composées notamment :

- du prix et des indemnités de toutes natures payés aux propriétaires initiaux et aux ayants droits,
- des frais divers d'acte et de procédure, des commissions d'agence et d'intermédiaires, du coût des travaux de géomètre, si nécessaire, de type bornage, division cadastrale, ..., etc.
- le cas échéant, du coût des travaux d'entretien, de conservation ou de mise en sécurité, que l'EPF Normandie serait venu assurer en lieu et place de la Collectivité et qui ne serait pas financé dans le cadre de la convention EPF-Région 2022-2026 (cas particuliers),
- du coût des travaux imposés à l'EPF Normandie par une pollution des biens portés, menaçant la santé publique ou les propriétés riveraines, qui ne serait pas financé dans le cadre de la convention EPF-Région
- cas échéant, du montant des travaux exécutés dans le cadre d'une procédure d'urgence de mise en sécurité (anciennement péril imminent)

L'EPF Normandie, compte tenu de sa qualité d'assujetti à la TVA, soumet la revente des biens acquis au régime de la TVA applicable au moment de cette revente. La TVA est ajoutée au prix de rachat.

Le prix de rachat demeure valable au plus tard à la date d'échéance de rachat conventionnelle du bien.

#### **Actualisation**

Le taux annuel d'actualisation a été fixé par le Conseil d'Administration de l'EPF Normandie le 28 juin 2016 à 0 % si la durée de portage est de 5 ans au plus.

Pour les durées de portage supérieures à 5 ans, il sera appliqué un taux d'actualisation annuel de 1 %, calculé au *pro rata temporis* sous forme d'intérêts, à partir de la sixième année de portage, du prix total de rachat du foncier jusqu'à la date prévisionnelle de rachat par la Collectivité ou le tiers acquéreur en substitution, formalisé par acte authentique de vente.

L'assiette du taux d'actualisation de 1% comprend exclusivement :

- le prix et les indemnités de toutes natures payés aux propriétaires et aux ayants droits,
- les frais divers d'acte, de procédure, les commissions d'agence et d'intermédiaires, les travaux de géomètre et de sécurisation éventuels.

En cas de changement futur du taux d'actualisation décidé par le Conseil d'Administration de l'EPF Normandie, le nouveau taux s'appliquera aux biens en stock et aux biens à acquérir dès le 1<sup>er</sup> janvier de la deuxième année suivant la décision de changement de taux.

Une évolution du taux d'actualisation, applicable dans les conditions ainsi définies, pourrait être envisagée notamment si l'EPF Normandie était amené à devoir emprunter sur le marché financier pour financer son activité. La mesure aurait matière à s'appliquer dès le premier euro emprunté par l'EPF Normandie.

La modification des conditions d'actualisation s'appliquera au vu de la délibération exécutoire du Conseil d'Administration.

Enfin, il est précisé que l'EPF Normandie est assujéti à la TVA au sens de l'article 256 A du CGI. Aussi, selon la nature de l'immeuble objet de la présente convention, et la qualité du vendeur de ce bien, l'acquisition qui sera réalisée par l'EPF Normandie sera susceptible d'entrer dans le champ d'application de la TVA. De même, le rachat qui aura lieu à l'issue de la période de réserve foncière sera assujéti à TVA.

### **Article 11.2.2 : Abaissement de la charge foncière**

L'EPF Normandie peut prévoir, en partenariat avec la Région Normandie et la commune, un abaissement de la charge foncière en faveur du logement locatif social et/ou d'accession à la propriété, qui sera déduite du prix de rachat des biens auxquels elle a été affectée.

L'abaissement de la charge foncière sera calculé selon les modalités précisées dans la convention de partenariat liant l'EPF Normandie et la Région Normandie.

En contrepartie de l'abaissement de la charge foncière consenti, le programme - tel que décrit dans la demande de prise en charge du projet par l'abaissement de la charge foncière - devra être respecté.

Une sollicitation spécifique devra être formulée par la Collectivité et le bailleur sur ce sujet, fera l'objet d'une instruction et, en cas de validation du dossier, une convention sera signée par les parties concernées afin de préciser les modalités de financement du dispositif d'abaissement de la charge foncière accordé pour le projet sus-décrit.

L'EPF Normandie, compte tenu de sa qualité d'assujéti à la TVA, soumet la revente des biens acquis au régime de la TVA applicable au moment de cette revente.

### **ARTICLE 12 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'EPF Normandie et la Collectivité.

Elle s'achèvera au plus tard le **31 janvier 2030**, correspondant à la plus tardive des dates butoirs à respecter pour chaque volet d'intervention, à savoir :

- le portage foncier dont la dernière échéance est fixée au 24 octobre 2027, auquel est ajouté un délai de 6 mois pour procéder à la clôture financière de l'opération foncière, soit une date butoir au 24 avril 2028 ;
- le délai d'éligibilité des dépenses pour la Région qui est de 4 ans et 6 mois à compter de la date de délibération de la Région attribuant sa subvention, délai auquel sont ajoutés 6 mois afin de procéder aux appels de fonds auprès des partenaires, soit une date butoir au 31 janvier 2030 (date précautionneuse en l'absence de précision sur la date de délibération de la Région sur les travaux).

Le dépassement de cette date entraîne la forclusion, c'est-à-dire la déchéance du droit de demander le versement du solde de la subvention Région et donc son annulation, et la possibilité pour la Région de demander le reversement des fonds déjà versés.

Cet achèvement de la convention suppose au préalable :

- Le rachat des biens par la Collectivité ou un tiers acquéreur en substitution, ainsi que le paiement afférent audit rachat.
- l'apurement des comptes entre tous les cofinanceurs pour les études techniques.

La durée de la convention pourra être prorogée par voie d'avenant sur demande argumentée de la Collectivité et sous réserve :

- d'acceptation de la demande par le Conseil d'Administration si il s'agit d'un report d'échéance
- et/ou d'acceptation d'un avenant de prolongation de l'éligibilité des dépenses par la Région.

### **ARTICLE 13 – CONTROLE**

L'Aménageur ou la Collectivité pourront, sur simple demande, solliciter la production de justificatifs relatifs à l'opération auprès de l'EPF Normandie.

### **ARTICLE 14 : MODALITES DE RESILIATION DE LA CONVENTION**

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et bonne foi. Elles peuvent toutefois, avant le terme de la convention fixé à l'article 12, résilier la convention d'un commun accord.

La convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties. Dans cette hypothèse, les signataires de la convention procèdent à un constat contradictoire des interventions réalisées. Ce constat est annexé au courrier de l'EPF Normandie formalisant la résiliation, adressé à la Collectivité.

La résiliation ne pourra être formalisée qu'une fois que l'ensemble des biens en cours de portage par l'EPF Normandie auront été rachetés par la Collectivité ou le tiers acquéreur en substitution et que l'apurement des comptes entre tous les cofinanceurs sera constaté.

### **ARTICLE 15 : BILAN DE LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION**

Sur demande de l'EPF Normandie, la Collectivité pourra être amenée à échanger et à transmettre l'ensemble des éléments nécessaires afin d'établir un bilan de la mise en œuvre de la présente convention par l'EPF Normandie. Le respect des engagements pris conditionnera de nouvelles prises en charge et la poursuite des interventions menées par l'EPF Normandie pour le compte de la Collectivité.

### **ARTICLE 16 : COMMUNICATION ET INFORMATION**

- La Collectivité s'engage à faire connaître les dispositifs mis en œuvre dans le cadre de la présente convention et leurs modalités de cofinancement par tous moyens appropriés,
- Les participations de la Région et de l'EPF Normandie devront figurer sous forme de logo et seront portées sur tout support de communication (panneaux de chantier, communiqués de presse, etc.) lié à l'opération.

L'EPF Normandie et la Collectivité s'engagent à mentionner leur partenariat dans toutes les actions de communication portant sur le projet objet de la convention.

Toute action d'information et de communication physique ou numérique, menée par la Collectivité et/ou l'opérateur désigné par elle dans le cadre du projet décrit dans la présente convention doit faire mention du soutien apporté par l'EPF en :

- Apposant le logo de l'EPF Normandie, de la Région Normandie et des éventuels autres cofinanceurs,
- Inscrivant la mention « **Foncier porté et requalifié, études réalisées, ... par l'Etablissement Public Foncier de Normandie avec son soutien financier** »,
- Mentionnant les montants financiers pris en charge par l'EPF Normandie,
- Conviant les représentants de l'EPF Normandie, de la Région Normandie et des éventuels autres cofinanceurs aux manifestations publiques organisées dans le cadre de la réalisation du projet (pose de première pierre, inauguration, visites ministérielles...).

Les logos et les mentions décrites ci-dessus doivent toujours être visibles par le public et placés bien en évidence. Leurs emplacement et taille sont adaptés à la taille du matériel ou du document utilisé. La taille des logos de l'EPF Normandie, de la Région Normandie et des éventuels autres cofinanceurs, doivent être équivalentes à la taille du logo de la Collectivité et/ou de l'opérateur.

#### **ARTICLE 17 : LITIGE ET CONTENTIEUX**

En cas de litige sur l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation. A défaut de solution amiable, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif de Rouen.

Fait à Rouen, le

**Le Maire de la Ville de Dieppe**

**Le Directeur Général  
de l'EPF de Normandie**

**Nicolas LANGLOIS**

# Annexe 1

## Recyclage foncier RUE DE STALINGRAD / GONDRAND VILLIERS

CA de la Région Dieppoise  
Dieppe

Surface : 1,2154 ha environ  
Emprise bâtie : 3 921 m<sup>2</sup> environ  
Section : AS



Sources : Origine cadastre 2023 - Droits de l'Etat réservés

Cartographie : C.B. (EPF Normandie) le 28/11/2023

- Emprise concernée par la friche
- Parcelles
- Sections cadastrales
- Bâti



## Annexe 2

### Bilan prévisionnel d'opération

Le site fait partie de la ZAC DIEPPE SUD. Le bilan d'opération est donc considéré à l'échelle globale de la ZAC.

La participation de la région et de l'EPFN au travers du fond friche régional est intégré au bilan dans le poste autres recettes. Malgré cette participation, le bilan d'opération nécessite une participation de la collectivité pour un équilibre budgétaire.

DEPENSES EN € HT	Bilan prévisionnel	Réalisé 1999-2022	Prévision 2023-2048
<b>ETUDES</b>	<b>2 538 868,05 €</b>	<b>1 538 868,05 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>
Relevés topographiques	115 850,00 €	15 850,00 €	100 000,00 €
Sondages	441 535,00 €	141 535,00 €	300 000,00 €
Etudes pré-opérationnelles	1 811 174,97 €	1 311 174,97 €	500 000,00 €
Frais géomètre	170 308,08 €	70 308,08 €	100 000,00 €
<b>FONCIER</b>	<b>33 716 185,56 €</b>	<b>8 812 230,95 €</b>	<b>24 903 954,61 €</b>
Acquisitions	31 320 651,74 €	8 680 693,00 €	22 639 958,74 €
Frais d'acquisition	2 395 533,82 €	131 537,95 €	2 263 995,87 €
<b>TRAVAUX ET HONORAIRES</b>	<b>36 346 944,41€</b>	<b>5 786 547,51 €</b>	<b>30 560 396,90 €</b>
Travaux VRD	23 655 721,51 €	4 605 721,51 €	19 050 000,00 €
Honoraires travaux VRD	2 013 773,00 €	461 273,00 €	1 552 500,00 €
Travaux démolition/ dépollution + honoraires	9 717 110,00 €	296 420,00 €	9 420 690,00 €
Travaux dépollution SEMAD	77 116,00 €	77 116,00 €	0,00 €
Imprévus	287 206,90 €	0,00 €	278 206,90 €
Autres travaux	596 017,00 €	346 017,00 €	250 000,00 €
<b>REMUNERATION DE L'OPERATEUR</b>	<b>7 533 982,50 €</b>	<b>2 778 152,75 €</b>	<b>4 755 829,75 €</b>
Rémunération forfaitaire	2 061 249,00 €	2 061 249,00 €	0,00 €
Rémunération 2,5 % travaux	227 048,00 €	227 048,00 €	0,00 €
Rémunération 3 % acquisition	24 223,00 €	24 223,00 €	0,00 €
Rémunération 3 % vente	37 167,00 €	37 167,00 €	0,00 €
Rémunération clôture	42 000,00 €	42 000,00 €	0,00 €
Formation	206 293,75 €	6 293,75 €	200 000,00 €
RH	4 936 001,75 €	380 172,00€	4 555 829,75 €
<b>FRAIS DIVERS</b>	<b>1 750 878,27 €</b>	<b>890 878,27€</b>	<b>860 000,00 €</b>
Communication	218 980,71 €	158 980,71 €	60 000,00 €
Impôts et assurances	827 728,56 €	527 728,56 €	300 000,00 €
Frais divers	704 169,00 €	204 169,00 €	500 000,00 €
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	<b>5 264 175,51 €</b>	<b>2 767 347,70 €</b>	<b>2 496 827,81 €</b>
Frais financiers SEMAD	922 069,00 €	922 069,00 €	0,00 €
Frais financiers Ville de Dieppe	4 342 106,51 €	1 845 278,70 €	2 496 827,81 €
<b>TAXE SUR SALAIRES</b>	<b>29 642,00 €</b>	<b>29 642,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>87 180 676,31 €</b>	<b>22 603 667,23 €</b>	<b>64 577 009,08 €</b>
<b>RECETTES EN € HT</b>			
<b>CESSIONS DE CHARGES FONCIERES</b>	<b>64 070 645,00€</b>	<b>3 952 886,00 €</b>	<b>60 117 759,00 €</b>
<b>SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>15 826 268,38 €</b>	<b>11 566 348,07 €</b>	<b>4 259 920,31 €</b>
Collectivité contractante participations équilibre	7 621 360,07 €	7 621 360,07 €	0,00 €
Collectivité contractante participations équipement	4 100 000,00 €	2 100 000,00 €	2 000 000,00 €
Subvention d'équilibre	2 599 000,00 €	1 099 000,00 €	1 500 000,00 €
Contrat de territoire	236 000,00 €	236 000,00 €	0,00 €
Convention de participation	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €
Autres collectivités	1 219 908,31 €	509 988,00 €	709 920,31 €
<b>LOYERS</b>	<b>114 331,20 €</b>	<b>64 331,20 €</b>	<b>50 000,00 €</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>4 269 808,73 €</b>	<b>4 269 808,73 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>2 899 623,00 €</b>	<b>2 899 623,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>87 180 676,31 €</b>	<b>22 752 997,00 €</b>	<b>64 427 679,31 €</b>